

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 13 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) **JLM à Rome**
- 2) **Il se fait tailler un costard**
- 3) **Il appelle...**
- 4) **Des déclarations détestables**
- 5) **Les banques s'engraissent bien !**
- 6) **La bonne "com" de JLM**
- 7) **Désespoir chez les paysans...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) A Rome, Jean-Luc Mélenchon en tribun du peuple européen



Jean-Luc Mélenchon répond à la presse depuis la terrasse du Capitole, samedi 11 mars © CG

Le candidat de la France insoumise participait samedi au quatrième sommet du plan B. L'occasion pour lui, en pleine campagne, de montrer que son projet – sortir des traités – est partagé en Europe. À une quarantaine de jours du premier tour, Mélenchon estime qu'un vent favorable s'est levé.

Rome (Italie), de notre envoyé spécial.– Une météo et un moral au beau fixe. Jean-Luc Mélenchon était à Rome, ce samedi 11 mars, pour le quatrième sommet du plan B. À l'écouter, le candidat de la France insoumise est à nouveau dans une phase ascendante.

Après les semaines compliquées où il a semblé subir plus qu'autre chose la victoire surprise de Benoît Hamon à la primaire du PS, Jean-Luc Mélenchon s'est montré combatif et optimiste ce week-end, dans la capitale italienne. D'abord parce qu'il était entouré de ses amis européens, qui veulent une autre Europe et sont prêts au bras de fer pour y parvenir, ensuite – surtout ? – parce qu'il n'a pas décroché, comme certains le craignaient, et reste collé à son concurrent PS dans les sondages. Cerise sur le gâteau romain, il a appris en fin de matinée avoir passé le cap des 500 parrainages.

Les journalistes ont cessé de lui poser la question de l'alliance avec le PS. Son concurrent socialiste ne parvient pas à prendre son essor – « c'est vous, la presse, qui le dites », relève Jean-Luc Mélenchon. Son meeting à Brest, le 28 février, a réuni entre 3 000 et 4 000 personnes, dans une « terre pas du tout acquise », une « terre socialiste ». Tout cela lui redonne le moral.

Quand on lui demande à quoi il voit que le vent a tourné, il ne répond pas, montre son nez. Le flair. Pour tout aussitôt ajouter que rien n'est prévisible, qu'il pourrait prendre six points à Benoît Hamon dans les jours qui viennent, mais que le contraire pourrait aussi bien arriver. « Vous vous rendez compte, 1 % des électeurs se décident dans l'isoloir ! »

La moitié des Français seraient encore indécis, c'est eux qu'il veut convaincre à présent. « Dans une semaine, on aura la liste des candidats. Là, les Français vont pouvoir comparer, commencer à se faire une idée. »

Pour ce faire, le candidat compte beaucoup sur la marche pour la VI^e République organisée samedi 18 mars, à Paris. Des bus sont prévus dans toute la France. Jean-Luc Mélenchon s'exprimera depuis la place de la République dans l'après-midi. Ensuite, le premier débat entre les candidats, sur France 2, le 20 mars. Puis, à partir d'avril, un meeting tous les trois jours, avec sans doute deux temps forts, à Toulouse et Marseille. Voilà pour l'agenda. Le discours, lui, ne variera pas. À commencer par l'Europe, thème de son déplacement à Rome.

Dans la matinée, Jean-Luc Mélenchon a visité – avec une guide – le Forum romain, la place principale de la ville antique de Rome, où se nouaient la politique, le commerce et la justice. Ce sont les vestiges des rostres de César qui ont en particulier retenu son attention. Protégés par une barrière, c'est tout juste si le candidat n'a pas voulu la sauter pour aller les toucher. Il faut dire que le symbole était tout trouvé : une tribune destinée aux magistrats et aux orateurs pour s'adresser à la foule. « C'est toujours pareil. L'histoire s'intéresse aux personnages et on oublie le peuple », lance-t-il, tout sourire, aux journalistes.

« Vous sentez la force qui vient de cet endroit ? » Pendant toute la visite du Forum romain, Jean-Luc Mélenchon se fait tour à tour attentif, drôle, sérieux, dissipé un peu parfois. Deux événements lointains retiennent son attention. D'abord la date de 494 avant Jésus-Christ, lorsque le peuple romain s'est retiré sur l'Aventin pour protester contre les patriciens. « Une marche du 18 mars de l'époque, une sorte de Nuit debout permanente, la première grève politique de l'histoire », explique le candidat. Les patriciens finissent par céder à la plèbe ; les tribuns de la plèbe sont créés.

L'autre événement, c'est le meurtre de César par son fils – qui ne serait en fait pas son fils, selon la guide – Brutus. « Il était proche du peuple. C'est les patriciens, les ennemis du peuple, qui l'ont assassiné. Ce qui est intéressant, c'est de voir César comme une figure populaire. » Ceux qui décrivent régulièrement Jean-Luc Mélenchon comme un tribun, un plébéien (c'est même le titre de sa biographie parue en 2012), voire un césariste, sont servis.



Jean-Luc Mélenchon et sa guide lors de la visite du Forum romain © CG

« Nous sommes les héritiers de ça, les tribuns du peuple. C'est ce que je voudrais incarner. Et le faire à Rome, lieu du traité [le traité de Rome, qui fête ses 60 ans cette année – ndlr], ça a du sens », explique Jean-Luc Mélenchon, lors d'une conférence de presse improvisée devant les fameux rostres. Un peu plus tard, en arrivant au Capitole, le siège de la mairie romaine et le lieu où a été signé le traité homonyme, Jean-Luc Mélenchon retrouve Stefano Fassina, de la Gauche italienne. Embrassades. C'est lui qui accueille le quatrième sommet du Plan B, après Paris, Madrid et Copenhague.

Les coalitions droite-gauche en Europe « ont fait monter l'extrême droite »

Les deux hommes déjeunent avant de rejoindre le sommet du Plan B, qui se tient dans un bâtiment annexe de la mairie de Rome, sur la place Campidoglio. Vers 14 heures, plus de 200 personnes se pressent dans la grande salle pour la conférence d'ouverture. Outre Jean-Luc Mélenchon et Stefano Fassina, la Grecque Zoi Konstantopoulou, ancienne présidente Siriza de l'Assemblée à Athènes, qui a quitté son parti en

2015 quand Alexis Tsipras a accepté les conditions de l'Europe après qu'un référendum eut tranché dans le sens contraire. C'est d'ailleurs ce dernier épisode qui a donné naissance au sommet du plan B.

Dans son discours, le candidat de la France insoumise fait autant de politique française que de politique européenne : pour lui, cette réunion « participe de la campagne française ». Dénonçant les grandes coalitions droite-gauche en Europe « qui ont fait monter l'extrême droite », Jean-Luc Mélenchon a plus particulièrement visé la situation française. D'après lui, « Hollande a été à lui tout seul une grande coalition ». Surtout, il a jugé que dans cette campagne, Emmanuel Macron et Benoît Hamon étaient deux candidats choisis par la social-démocratie.

« Chez nous, la social-démocratie a investi deux candidats. Macron, qui recopie au mot près la Commission européenne, un autre candidat [il ne nomme pas Benoît Hamon – ndlr], qui propose un parlement de la Zone euro et un gouvernement de la même zone. Ils disent qu'ils n'abrogeraient pas les traités mais les compléteraient. C'est incohérent ! Cette incohérence est un signe de détresse. »



La salle du sommet du plan B à Rome © CG

Pour le candidat français, la cohérence se trouve du côté des partisans du plan B. Du côté de ceux qui ont « constaté » la fin de l'Union européenne, son délitement. Symboles de ce délitement, selon lui, les différentes solutions à la crise présentées par Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. « Son plan, c'est quatre fuites en avant, a exposé Jean-Luc Mélenchon : faire comme avant, faire seulement le marché unique, faire moins mais mieux, faire une Europe à plusieurs vitesses. » Cette dernière proposition a également été portée au sommet de Versailles, qui a réuni il y a quelques jours la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Totalement opposé à cette idée, le candidat a estimé que « cette Europe à plusieurs vitesses » ne servirait qu'à « maintenir un édifice branlant ».

À ce programme, les partisans du plan B opposent d'abord leur plan A : une sortie des traités, une mise au pas politique de la BCE. « Le plan A, c'est ce que nous avons en commun. Nous ne voulons plus continuer une Europe sans harmonisation sociale. Nous ne voulons plus continuer une Europe sans harmonisation fiscale », a expliqué Jean-Luc Mélenchon. Mais « s'ils ne cèdent pas au plan A, alors nous le faisons quand

même avec les pays qui sont d'accord », a-t-il poursuivi. « C'est donc bien internationaliste », a-t-il justifié, en réponse à ces critiques qui estiment qu'un tel plan reviendrait au repli sur soi de chaque pays. « Le plan B, c'est le plan A maintenu », a-t-il résumé un peu plus tard.

Mais le plan B, c'est aussi, aux yeux de Jean-Luc Mélenchon, un plan de paix face au projet d'Europe de la défense, porté par exemple en France par le président François Hollande ou le candidat du PS Benoît Hamon. Il est, selon lui, urgent de changer cette Europe au moment où « la paix est menacée en Europe, car les États-Unis y jouent un jeu extrêmement trouble, où l'on ne sait plus s'ils veulent diviser les Européens ou désigner la Russie comme adversaire ». « L'escalade a commencé, il faut tout faire pour l'empêcher », a ajouté le Français.

Quelques instants plus tard, lors d'une conférence de presse commune avec Zoi Konstantopoulou, Stefano Massina et Fabio de Masi, membre de Die Linke, Jean-Luc Mélenchon a expliqué que « le changement espéré, c'est que l'un de nous arrive à faire craquer les chaînes ». Dans la chronologie électorale, il est le premier à pouvoir le faire.



De gauche à droite : Stéfano Massina, Jean-Luc Mélenchon, Fabio de Masi et Zoi Konstantopoulou © CG

mediapart.fr

II) François Fillon se serait fait offrir près de 48.500 euros de costumes



François Fillon le 27 février 2017. ((Lionel BONAVENTURE / AFP))

35.500 euros de vêtements auraient été réglés en liquide, selon des informations du "JDD".

L'Obs

Qui a payé les costumes de François Fillon ? C'est la question que se pose le Journal du Dimanche (JDD) qui révèle ce dimanche 12 mars que l'ancien Premier ministre se serait fait offrir, depuis 2012, près de 48.500 euros de costumes sur mesure chez le très chic Arnys de la rue de Sèvres. 35.500 euros auraient été payés en cash.

L'hebdomadaire détaille : quinze jours après le début du "Penelopegate", deux costumes ont été payés en chèque (13.000 euros) par un "ami généreux". Celui-ci, qui n'a pas souhaité donner son identité, l'admet :

"J'ai payé à la demande de François Fillon. Et sans d'ailleurs avoir le moindre remerciement depuis."

En septembre, François Fillon a passé commande de trois costumes sur mesure et d'une veste

forestière. Selon le JDD, au moins un ensemble et la veste ont été payés en liquide (11.950 euros). Depuis 2012, ce seraient deux autres vestes forestières (10.000 euros), un blazer (4.500 euros), deux pantalons (5.000 euros) et deux pulls en cachemire (4.000 euros) qui ont été réglés en espèces. En quatre ans, 35.500 euros ont été dépensés en liquide.

"Extravagant"

Interrogé par le journal, l'entourage du candidat à la présidentielle s'est dit "surpris". "On se demande jusqu'où iront ces intrusions malveillantes dans sa vie privée. Il est exact qu'un de ses amis lui a offert des costumes en février. Ça n'a rien de répréhensible. Quant à l'affirmation que certains costumes auraient été payés en espèces, c'est totalement extravagant. Aucune maison sérieuse n'accepte des paiements en espèces pour de tels montants."

Quant au responsable de la boutique, il n'a pas souhaité répondre aux questions du JDD.

L'Obs

Journaliste



III) Présidentielle: François Hollande appelle au «rassemblement» de la gauche

CAMPAGNE Le président a également dénoncé les méfaits du «nationalisme»...

G. N. avec AFP



Qui a dit que François Hollande n'était pas populaire? Samedi 11 mars à Libourne.

Le **président François Hollande**, en visite samedi dans un fief socialiste samedi à Libourne (Gironde), a appelé la gauche au « rassemblement » et a mis en garde contre les dangers du « nationalisme ».

« La gauche a d'autant plus de chance de gagner [...] lorsqu'elle est rassemblée, lorsqu'elle est unie, lorsqu'elle est capable d'aller au-delà de la diversité de ses sensibilités pour porter un projet commun », a déclaré le chef de l'Etat, venu remettre les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à l'un des deux fils de l'un de ses prédécesseurs, Gilbert Mitterrand. Auparavant il avait visité le chantier du nouveau Centre hospitalier de Libourne.

« Le nationalisme c'est la guerre »

« C'est cette méthode [...] qui demeure aujourd'hui essentielle : le rassemblement », a-t-il insisté alors que la gauche fait campagne en rangs dispersés pour la **présidentielle**. Rappelant aussi « l'engagement européen de **François Mitterrand** », François Hollande a mis en garde contre « le nationalisme », « avec toutes ses formes d'extrémisme, d'isolationnisme, de protectionnisme et d'égoïsme ».

Citant la célèbre formule de François Mitterrand - « le nationalisme c'est la guerre » - le président Hollande a souligné qu'il « faut garder toujours dans son esprit cette phrase, qui n'est pas simplement rétrospective comme celle d'un homme qui a connu deux guerres, mais comme une phrase prophétique ». « Attention ! », a-t-il encore lancé.

Gilbert Mitterrand, âgé de 68 ans, ancien député-maire PS de Libourne, a lui aussi cité son père : « Notre démocratie est le bien le plus précieux de la France ». Et d'ajouter que tout au long de son

parcours d'élu il avait « appris qu'il ne faut pas opposer ce que d'aucuns nomment avec un peu de mépris "utopie" et "pragmatisme" mais, au contraire, qu'il fallait les rassembler ».



IV) Présidentielle. Non, la fin ne justifie pas les moyens

[Commentaire]



Michel URVOY.

Cette semaine, trois déclarations, aussi étranges que détestables, visaient le candidat à la présidentielle Emmanuel Macron. À emprunter la rhétorique de l'extrême droite pour abattre un social-démocrate, on ne fait rien d'autre que valider ladite extrême droite.

Les faits

Arnaud Montebourg, sur Europe 1 : Emmanuel Macron est « en train de faire le programme de l'UMPS ».

Vincent Peillon, sur France Info : « Il semblerait qu'il y ait des gens de l'UMP [sic] et du PS qui se mettent ensemble. Vous savez, il y a quelque chose, heureusement, de têtue dans l'histoire - c'est comme ça qu'on sait qu'il y a eu des chambres à gaz et qu'on peut pas le nier. »

Les Républicains, sur Twitter : un nez crochu, un cigare, un chapeau haut de forme, une faucille à la main. Le parti de François Fillon a publié, vendredi, avant de le retirer, un tweet officiel représentant Emmanuel Macron avec tous les attributs de la propagande antisémite des années 30.

Commentaire

Voilà, coup sur coup, trois déclarations, aussi étranges que détestables, qui montrent que ceux qui les profèrent n'ont rien à envier à ceux, en l'occurrence à celle, Marine Le Pen, qu'ils prétendent combattre. Car à emprunter la rhétorique de l'extrême droite pour abattre un social-démocrate, dont on peut critiquer le projet mais que l'on ne peut pas suspecter d'accointances douteuses, on ne fait rien d'autre que valider ladite extrême droite. À employer ou à cautionner des méthodes abominables, on ne fait que rendre plus fréquentables ceux, celle en l'occurrence, plus intelligente, qui prend précisément soin de ne pas y recourir, de ne pas tomber dans le piège. Ces propos, ces méthodes, sont abjects. Les amis de Benoît Hamon et de François Fillon sont en train de nous dire qu'Emmanuel Macron, coupable d'être le désormais favori de la présidentielle, est l'allié objectif de Marine Le Pen. Alors que ce sont précisément leurs méthodes, leurs faiblesses, leur immoralité qui sont en train de banaliser les pratiques et les thèses du Front national. L'Histoire ne nous a-t-elle pas appris que c'est lorsque la fin justifie les moyens que ça commence à sentir mauvais ? PS : ce samedi soir, François Fillon a demandé des sanctions internes à son parti.



V) La bonne santé des banques, l'autre exception française

SHARON WAJSBROT
Journaliste

LesEchos.fr



Dessin Boll pour Les Echos

Avec 23,5 milliards de profits cumulés, les six principaux groupes bancaires français affichent une rentabilité record depuis la crise de 2008. Une exception en Europe liée à un modèle diversifié, à une moindre exposition aux risques et à la concentration du marché.

Lors de sa campagne présidentielle de 2012, François Hollande avait annoncé son intention de mettre au pas les acteurs de la finance afin qu'ils financent la seule économie réelle. Cinq ans plus tard, les banques françaises affichent une santé éclatante.

Du jamais-vu depuis la crise de 2008. En 2016, les six principaux groupes bancaires français ont engrangé 23,5 milliards d'euros de profits cumulés, dépassant de peu leurs résultats de 2015 qui eux-mêmes marquaient un retour aux standards d'avant-crise.

Et cela, avec trois fois plus de fonds propres en réserve ! En Europe, face aux lourdes restructurations toujours en cours chez leurs concurrents Deutsche Bank, UniCredit, RBS ou encore Credit Suisse, leur santé fait figure d'exception.

Il ne faut pas s'y méprendre, les banques françaises ne brillent pas par leur taux de croissance. Ce ne sont pas non plus les leaders

mondiaux. A eux six, les principaux établissements français ont généré un peu moins de profits que le seul JP Morgan en 2016 ! Mais en Europe, les champions bancaires d'avant-crise n'ont plus rien à voir avec ceux d'aujourd'hui. Moins rentables que par le passé, ces derniers sont devenus plus résilients dans une industrie profondément bouleversée par la réglementation. Les bienfaits des coups durs

Comme leurs concurrentes, les banques françaises ont vécu des trous d'air. L'affaire Kerviel pour Société Générale ou plus récemment l'amende américaine de 8,9 milliards de dollars pour BNP Paribas, accusé d'avoir enfreint les embargos américains. Mais, paradoxalement, ces coups durs ont eu du bon. Pour Société Générale, l'électrochoc de l'affaire Kerviel, dès début 2008, l'a contraint d'engager, en avance de phase, la restructuration de ses activités de banque d'investissement. Un mouvement suivi par BNP Paribas et Crédit Agricole, mais que Deutsche Bank n'a réellement engagé que sous la houlette de son patron actuel, John Cryan, nommé en juillet 2015.

Si les banques françaises se retrouvent aujourd'hui en pole position en Europe, c'est aussi parce que la crise économique qui a frappé le Vieux Continent à la suite de la crise financière de 2008 a eu des effets disparates dans les pays de la zone euro et donc symétriquement sur leurs systèmes bancaires. Particulièrement vive en Italie et marquée par trois années de récession, la crise a fortement affecté les PME-PMI transalpines et du même coup plombé les bilans bancaires nationaux. Plus d'un prêt sur dix a de sérieuses chances de ne pas être remboursé en Italie. A titre de comparaison en France, en 2015, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution dénombrait 4 % de prêts douteux dans les bilans bancaires.

Une foule de métiers

Mais les banques françaises ne sont pas championnes d'Europe malgré elles. Leurs modèles économiques ont aussi des vertus intrinsèques qui se révèlent précieuses en période de taux très bas, voire négatifs. Dotées d'une foule de métiers spécialisés, de la location longue durée de véhicules automobiles pour BNP Paribas et Société Générale, en passant par la télé-surveillance pour le Crédit Mutuel, qui se revendique leader sur ce marché en France, les banques françaises affichent des modèles de revenus très diversifiés qui les aident à absorber

les chocs. Chez BNP Paribas, où cette logique est devenue une véritable ligne de conduite, le métier de banquier de détail en France ne représente ainsi plus que 15 % de ses revenus. Cette logique n'est pas propre aux banques dites « commerciales ». Les établissements mutualistes, historiquement plus concentrés sur la banque de détail en France, ont aussi développé leurs activités d'assurance ou de gestion d'actifs. Concrètement, ces acteurs ont mis à profit leurs réseaux d'agences et leurs portefeuilles de clients pour vendre de plus en plus de produits. Pour Crédit Agricole, ces activités sont clairement stratégiques : au coude-à-coude avec l'autre grand assureur-vie, CNP Assurances, depuis 2015, le groupe entend s'imposer durablement comme leader sur ce marché. Ce modèle généraliste BPCE a aussi commencé à le développer en internalisant depuis 2016 la production de contrats d'assurance-vie au sein de sa filiale Natixis.

Un marché très concentré

Le succès de ce modèle diversifié doit beaucoup - et c'est la chance des banques françaises par rapport à leurs concurrentes européennes - à la concentration du marché. Engagé dans les années 1990, le regroupement des établissements s'est accentué en 2009 avec la fusion des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires de sorte qu'aujourd'hui les cinq principales banques françaises détiennent 81 % du marché. La situation est bien moins favorable en Allemagne, où les cinq plus grandes banques détiennent 32 % des actifs du secteur. En période de taux bas, où la concurrence fait rage pour retenir des clients attirés par des prêts immobiliers au rabais, ce contexte est déterminant pour maintenir à flot les résultats des banques de détail.

Mettant à profit leur statut de champions européens, les groupes renforcent petit à petit leurs positions dans leurs domaines de prédilection. A la faveur du retrait de General Electric du monde bancaire, Crédit Mutuel a mis la main sur ses activités d'affacturage en France et en Allemagne en 2016, devenant ainsi le deuxième acteur du secteur en France. Plus récemment, Crédit Agricole a profité des difficultés d'UniCredit pour acquérir sa pépite Pioneer et se hisser au 8e rang mondial des gestionnaires d'actifs. Mais, pour les banques françaises, il n'est plus question d'engager de nouvelles fusions gigantesques. Les leçons de la crise de 2008 et les pare-feu mis en place, depuis, par les régulateurs les en découragent. D'autant qu'un autre chantier d'importance les mobilise et les incite à ne pas se disperser : le digital.

VI) La "com" de Mélenchon, singulière et inédite

De longues harangues sur les places publiques, un hologramme, YouTube: la communication de Jean-Luc Mélenchon est un alliage inédit d'innovation...

Par Lucile MALANDAIN

De longues harangues sur les places publiques, un hologramme, YouTube: la communication de Jean-Luc Mélenchon est un alliage inédit d'innovation technologique et de tradition rhétorique, dont l'efficacité reste à prouver.

Confiée à Sophia Chikirou, 37 ans, la stratégie de communication du candidat de La France insoumise a été pensée sur deux axes: contourner les médias traditionnels et s'organiser hors parti.

"En 2012, on avait privilégié une stratégie de bruit et de fureur qui consistait à prendre frontalement les médias. Là, on les contourne", argumente la jeune femme, qui a suivi sur le terrain les campagnes de Podemos en Espagne et de Bernie Sanders aux États-Unis.



Jean-Luc Mélenchon le 28 février 2017 à Brest
AFP

"Depuis les révolutions arabes, on sait que les réseaux sociaux peuvent jouer ce rôle, donc on a mis ça en place assez tôt, notamment dans l'organisation même du mouvement, c'est une force d'appui en permanence", poursuit-elle.

De fait, La France insoumise n'a d'autre réalité concrète qu'un site internet et des "groupes d'appui" militants, sur le terrain. Fondée sur le principe de la plateforme Nationbuilder qui permet de combiner un site web avec documentation et vidéos en ligne, une base de données de contacts, et un outil de collecte de dons.

Plus de 280.000 personnes se sont inscrites sur le site jlm2017.fr depuis un an.

M. Mélenchon s'est ainsi constitué une "communauté internet" très étoffée. Ainsi les jeunes de la communauté "discord" - 3.000 personnes dont 700 actives selon Mme Chikirou -, sur le forum 18-25 ans Jeuxvideo.com, ont conçu et réalisé un site internet dédié au programme, L'Avenir en commun.



Un homme suit sur YouTube un discours de Jean-Luc Mélenchon le 19 février 2017 à Paris AFP/Archives

Mais la communicante se défend de vouloir rajeunir la personnalité d'un candidat qui est, à 65 ans, jusqu'à présent le plus âgé dans la course à l'Elysée.

"Cette rhétorique de l'innovation est faite pour parler aux jeunes et pour casser son image assez vieillissante", estime pourtant Anaïs Theviot, chercheuse en Sciences politiques à Rennes 1.

"Il s'appuie sur quelque chose de réel, un réseau de web militant qui est beaucoup plus important que dans les autres partis, à part peut-être le Front national", complète Pierre-Emmanuel Guigo, enseignant-chercheur en communication politique à Créteil. Selon lui, ça permet de jouer sur la "viralité": "dès qu'apparaît un message, il est commenté, partagé, retweeté, liké...".

- Éducation populaire -

Des membres de cette communauté ont également décidé par exemple de publier une bande dessinée, "L'Avenir en commun?", d'autres s'apprêtent à sortir un jeu vidéo.

Mais ces techniques seront-elles payantes électoralement ?

L'équipe Mélenchon "développe une théorie de contournement des médias traditionnels, mais l'hologramme, par exemple, était fait pour les attirer et on a davantage parlé du gadget que du

fond", constate Mme Théviot, pour qui "ça ne fait pas le résultat d'une élection".



Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon à Brest, dans l'ouest de la France, le 28 février 2017 AFP/Archives

M. Guigo rappelle que "l'essentiel d'une campagne se fait à la télévision", en voulant pour preuve le rôle déterminant des débats dans le choix des vainqueurs des différentes primaires entre octobre et janvier.

"Contourner les médias (traditionnels) se retrouve dans tous les mouvements radicaux et contestataires, ça concourt à l'image d'un candidat à la marge, qui conteste le système", explique-t-il. M. Mélenchon ne se prive en effet pas de commenter, sur sa chaîne Youtube, les émissions télé ou radio qui lui auraient déplu.



Le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon, le 28 février 2017 lors d'un meeting dans l'Agora de Brest AFP

Mais malgré tout, avec ses meetings bondés, où les gens sont prêts à rester debout dehors, devant un écran, cet orateur hors pair reprend "l'héritage de la gauche d'éducation populaire, une tradition du socialisme et du communisme", précise le chercheur.

"Notre campagne a pour objectif, pour ambition, d'être éducative et de fabriquer des événements qui donnent à penser, qui encouragent à se regrouper", expliquait d'ailleurs le candidat, le 28 février à Brest.

Moqué dans ses choix "à la Chavez" ou "à la

Castro" de discours et autres formats longs, comme les plus de cinq heures d'émission sur YouTube pour détailler le chiffrage de son programme il y a quelques semaines, Jean-Luc Mélenchon assume, reprochant aux "Solfériniens" leurs critiques.

Entre 20 et 30.000 personnes sont restées connectées en permanence durant cette émission sur le web, a fait remarquer son équipe.



LAPRESSEENREVUE.EU

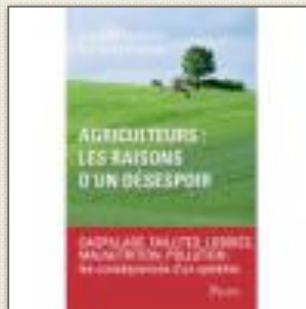
VII) Regards sur la ruine du monde paysan

Humanite.fr



Lors du dernier Salon de l'agriculture à Paris. Photo :AFP

Agriculteurs, les raisons d'un désespoir par Arash Derambarsh et Eric de la Chesnais, éditions Plon, 202 pages, 16,90€.



Ce livre décrit la souffrance du monde paysan, victime des conséquences la dérégulation de la production laitière qui a fait plonger le prix du lait de 20% depuis 2014.

L'été dernier la multinationale Lactalis payait le litre 25centimes tandis que Danone versait 2 centimes de plus, soit 10 centimes en dessous du prix rémunérateur. Parallèlement, la chute des cours s'est étendue à la viande bovine qui a chuté de 10% en un an. Ceux des céréales ne sont pas mieux car l'offre mondiale dépasse la demande solvable. Facteur aggravant, la récolte française a baissé de 30% en raison des aléas climatiques.

Ce livre décrit donc les mille et une injustices que subissent nos paysans pour des raisons qui tiennent en premier lieu aux conséquences de la politique de l'offre sur fond de spéculation permanente sur les marchés. Mais nous touchons là les limites de cet ouvrage. Il se limite à décrire une situation subie par le monde paysan sans vraiment chercher à identifier les principaux responsables.

Gérard Le Puill

L'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue